

# Distribution de la presse: solidarité avec les camarades en lutte

Depuis le 15 mai et la liquidation d'une partie de Presstalis, sur sa propre demande, la distribution de la presse quotidienne bat de l'aile hors de l'Île-de-France. Des kiosques sans quotidiens partout en France et plus de 500 travailleuses et travailleurs des filiales SAD et Soprocom, sèchement licencié-e-s, font les frais de cette liquidation. Malgré la mobilisation et les propositions des ex-salarié-e-s pour relancer une activité qui ne soit pas du low cost social, les patrons de presse ont visiblement décidé de ne plus rien négocier.

Ici ou là, ce qui est devenu entre-temps France Messagerie choisit de confier les clés de beaucoup de camions de la distribution à qui demandera le moins : de salaires, de congés, de conditions de travail acceptables, quitte à jeter le savoir-faire de celles et ceux dont c'était le métier... Que dirait-on si un groupe de presse sabordait un de ses titres en jetant tou-te-s ses salarié-e-s au chômage, puis rouvrirait sous un nouveau nom, une autre convention collective et en externalisant un maximum de salarié-e-s via des prestataires qui paient au smic? Du dumping social. Dans la presse magazine, ça s'appellerait faire du Reworld Media, ce groupe qui remplace ses journalistes par des «agences de presse» et des «chargés de contenu», en France, à Antananarivo ou à Marrakech, selon ce qui est le moins cher. Comment ne pas penser aussi, plus récemment et dans une autre industrie, au marchand de meubles Alinéa, mis en faillite par les multimilliardaires Mulliez, qui proposent maintenant de racheter leur propre entreprise en supprimant 1 000 emplois? Capitalistes de tous les secteurs, unissez-vous derrière la crise «sanitaire»!

Comme attendu, les dirigeants de France Messagerie et de la Coopérative des quotidiens, son seul actionnaire, éludent leurs responsabilités en se renvoyant la balle. Comme de coutume, les syndicats de la profession en demanderaient «trop». Ne pas vouloir du chômage comme seul avenir et ne pas vouloir d'un salaire divisé par deux ou trois semble en effet très excessif, surtout quand gérants de la distribution et tauliers de presse se contentent, eux, c'est bien connu, d'une obole. Et la marmotte met le chocolat dans le papier alu... La seule réalité observable, c'est une messagerie qui préfère laisser pourrir la situation, car elle pousse une stratégie du numérique qui table sur une lente agonie des journaux papier et car elle pense qu'en cas de véritables difficultés pour elle l'État sera toujours là pour ne pas laisser mourir la presse d'information générale, et éponger ce qui doit être épongé.

En tant que Syndicat de la presse, des médias, de la culture et du spectacle (SIPMCS), nous sommes **solidaires de nos camarades de la distribution en lutte, et de tou-te-s les travailleurs et travailleuses de la filière** touché-e-s par les décisions prises, hier, par Presstalis et, aujourd'hui, par France Messagerie. En tant que syndicat autogestionnaire, nous ne saurions accepter une distribution de l'information qui n'obéit qu'aux lois du marché, ni une distribution dont celles et ceux qui en connaissent les rouages et l'ont assurée depuis des années, y compris au plus fort du confinement, sont exclu-e-s!

**UN SYNDICAT DE COMBAT, AUTOGÉRÉ, SOLIDAIRE,  
SANS PERMANENT ET ANTICAPITALISTE  
SEULE LA LUTTE PAIE!**

SYNDICAT INTERPROFESSIONNEL  
DE LA PRESSE, DES MÉDIAS,  
DE LA CULTURE ET DU SPECTACLE  
PRESSE.RP@CNT-F.ORG  
TWITTER : @SIPMCS\_CNT

